

# Musulmans de France : les failles d'un sondage choc

jeudi 20 novembre 2025, par [TURCAN Marie](#)

La récente étude publiée par l'Ifop sur « le rapport à l'islam et à l'islamisme des musulmans de France » a nourri les gros titres de la presse nationale. Celle-ci contient pourtant des approximations et des raccourcis qui tendent à grossir le trait d'une situation complexe à analyser.

## Sommaire

- [« La charia », le mot surprise](#)
- [Aucun terme n'a été défini \(...\)](#)
- [« L'islam » contre « les \(...\) »](#)
- [Les femmes, le voile et \(...\)](#)
- [<Les Frères musulmans, \(...\)](#)
- [Les « non-musulmans » : \(...\)](#)
- [La jeunesse est plus religieuse](#)

Mardi 18 novembre sur [Europe 1](#), Alexis Brézet, directeur de la rédaction du *Figaro*, a la voix qui tremble pour dénoncer, dans sa chronique, « *la gravité d'une évolution mortifère* ». Le même jour, sur France Inter, l'éditorialiste Patrick Cohen annonce que « *l'intégrisme a gagné les esprits d'un musulman sur trois* ».

Les deux chroniqueurs, relativement éloignés sur l'échiquier politique, reprennent en chœur les conclusions du dernier grand sondage réalisé par l'Institut français d'opinion publique (Ifop) à la demande d'*Écran de veille*, une revue confidentielle au financement opaque, dont le directeur, Atmane Tazaghart, est lié aux Émirats arabes unis, [comme l'a révélé Mediapart](#) (voir encadré). Interrogé jeudi par [Libération](#), l'intéressé a réfuté « *tout soupçon d'ingérence étrangère* ».

Le titre du dossier de soixante pages, « État des lieux du rapport à l'islam et à l'islamisme des musulmans de France », est à l'image de son contenu : un grand patchwork où s'entremêlent des questions sur les pratiques religieuses des sondés et des interrogations sur leur rejet des lois de la République. Où l'on aborde aussi bien la consommation d'alcool en baisse chez les jeunes musulmans que la hausse d'un « *degré de sympathie à l'égard des différents courants islamistes* ».

Dans son communiqué, l'Ifop vante une « *étude exceptionnelle de par son envergure historique et sa robustesse méthodologique* ». 1 005 personnes se disant « *musulmanes* » ont été extraites d'un panel de 14 000 personnes appelées au téléphone, et non par un questionnaire en ligne.



Captures d'écran de titres de médias en ligne à propos du sondage sur les musulmans de France. © Photomontage Mediapart

Sur la forme, cette méthodologie semble convaincre les spécialistes. « *C'est une bonne idée, car passer par Internet peut être un enjeu discriminant. Je pense que sur ce point ils ont bien travaillé* », souligne Vincent Tiberj, politiste et spécialiste de sociologie électorale.

Hugo Touzet, sociologue auteur de *Produire l'opinion. Une enquête sur le travail des sondeurs* (Éditions EHESS, 2025), voit lui aussi un « *sondage plutôt de bonne facture d'un strict point de vue méthodologique* », rappelant la grande taille de l'échantillon. « *C'est large et représentatif. Néanmoins, cela ne veut pas dire qu'il est neutre. On peut faire un sondage totalement rigoureux sur la méthode et biaisé du point de vue du cadrage et des interprétations.* »

**« Écran de veille », revue inconnue à l'origine de plusieurs sondages**

Ce sondage de l'Ifop a été commandé et payé par *Écran de veille*, qui se présente comme « *le mensuel pour résister aux fanatismes* ». Il consacre l'essentiel de ses articles à la critique de « *l'entrisme islamiste* », des « *Frères musulmans* » et du Qatar, c'est-à-dire aux ennemis des

Émirats arabes unis (ÉAU). Bien que confidentiel, le magazine est suffisamment riche pour s'offrir des sondages (comme en 2022 sur les « *enseignants face à l'expression du fait religieux* ») et des campagnes de publicité sur les kiosques parisiens.

Comme l'a révélé Mediapart en 2023, Atmane Tazaghart, directeur de la rédaction d'*Écran de veille*, a été payé par un centre de recherche des ÉAU. Il fournissait aussi des informations à un [espion émirati](#), lequel pilotait au même moment une vaste opération d'[ingérence](#) et de [désinformation](#) en Europe, par l'intermédiaire de l'officine de renseignement suisse Alp Services. Coïncidence : plusieurs personnalités rémunérées par Alp dans le cadre de cette opération, comme [Roland Jacquard](#) et [Lorenzo Vidino](#), ont collaboré avec *Écran de veille* ou son directeur.

Le magazine a d'abord été directement édité puis financé par Countries Reports Publishing (CRP), une société-écran britannique qui dissimule l'identité de ses actionnaires. La même société CRP, représentée par Atmane Tazaghart, a acheté les droits étrangers d'un livre des journalistes Christian Chesnot et Georges Malbrunot critiquant le Qatar. « *On savait que c'était probablement de l'argent des Émirats, voire d'Arabie saoudite* », a confié Christian Chesnot.

Contacté par Mediapart, Atmane Tazaghart n'a pas répondu. Joint par [Libération](#), il a réfuté « *tout soupçon d'ingérence étrangère* » et a refusé d'indiquer qui se cache derrière CRP, affirmant que la société a cessé de financer *Écran de veille* en « 2022 ou 2023 ».

Interrogé par Mediapart, l'Ifop indique que, dans la mesure où le magazine est désormais édité par une société française, il n'a pas fait l'objet d'investigations sur l'origine de ses ressources, comme c'est le cas pour les autres médias français avec lesquels l'entreprise de sondage travaille.

L'Ifop précise que « *le commanditaire, comme n'importe quel média, a participé au choix des thématiques, mais n'a été à l'origine d'aucune des formulations de questions* » et « *n'a pas relu avant publication le rapport final* ».

Yann Philippin

Mediapart a décortiqué le rapport de soixante pages et l'analyse complémentaire de quinze pages fournie par l'Ifop. Sans commenter le détail des résultats du sondage (*voir boîte noire*), nous avons relevé des approximations et des raccourcis dans la forme, des additions de pourcentages tendant à grossir certains traits ou une absence de définitions claires des termes utilisés, pourtant largement repris dans de nombreux médias depuis le mardi 18 novembre.

L'entreprise n'a pas souhaité communiquer le détail du questionnaire que ses sondeurs ont suivi, mais a longuement répondu aux questions de Mediapart (*à lire en annexe*). « *Les questions, libellés et filtres sont intégralement affichés* » dans le rapport, justifie aussi au téléphone François Kraus, directeur d'expertise à l'Ifop et coordinateur de l'enquête en question. « *On a essayé, dans 80 % du temps, de respecter des questions qui avaient été posées dans le passé afin de voir des évolutions, même si cet indicateur n'était pas parfait* », indique-t-il.

— « **La charia** », le mot surprise



« Application de la charia dans les pays non musulmans : 46 % des Français musulmans estiment qu'elle doit être appliquée. » Voilà ce qui s'affiche sur le plateau de BFMTV mardi 18 novembre, tandis qu'une présentatrice répète la phrase à voix haute. Ce qui présente deux problèmes de taille.



Une émission de BFMTV diffusée le 18 novembre 2025. © Capture d'écran

D'une part, le mot « charia » n'a jamais été prononcé par les sondeurs dans leurs interactions avec les 1 005 personnes interrogées. La question portait sur la « loi musulmane », et c'est l'Ifop qui a décidé de préciser entre parenthèse « la charia » dans la restitution du sondage, indique l'entreprise.

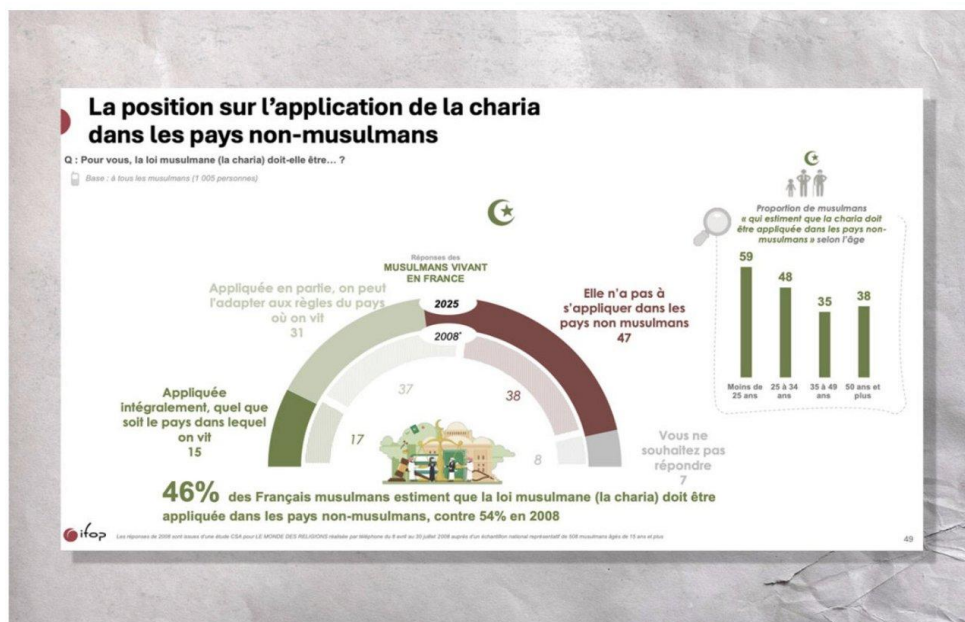
« Les mots mis entre parenthèses ne sont pas cités aux répondants sauf s'ils demandent des précisions à ce propos, explicite l'Ifop. Le terme "charia" n'a donc été cité à quasiment aucun répondant, comme c'est d'usage dans les enquêtes téléphoniques. »

D'autre part, le pourcentage de « 46 % » qui estimerait que la charia « doit être appliquée », copié-collé du dossier de l'Ifop, est en réalité une addition contestable de deux pourcentages.

Dans le détail, l'entreprise rapporte que 15 % des musulmans vivant en France estiment que la loi musulmane « doit être appliquée intégralement ». On observe ensuite que 31 % ont répondu positivement à l'expression « la loi musulmane doit être appliquée en partie, on peut l'adapter aux règles du pays où on vit ». Ce qui indique plutôt la volonté de respecter les lois de la République.

Pourtant ces 31 % ont été ajoutés aux 15 %, générant cette donnée incongrue de 46 % – et son corollaire chez les moins de 25 ans, « 59 % » de jeunes musulmans qui souhaiteraient donc « l'application de la charia » (cette fois le mot n'est pas entre parenthèses) en France, comme

s'est empressé de le titrer [Le Journal du dimanche](#), et ont insisté [Le Figaro](#) ou encore [Charlie Hebdo](#).



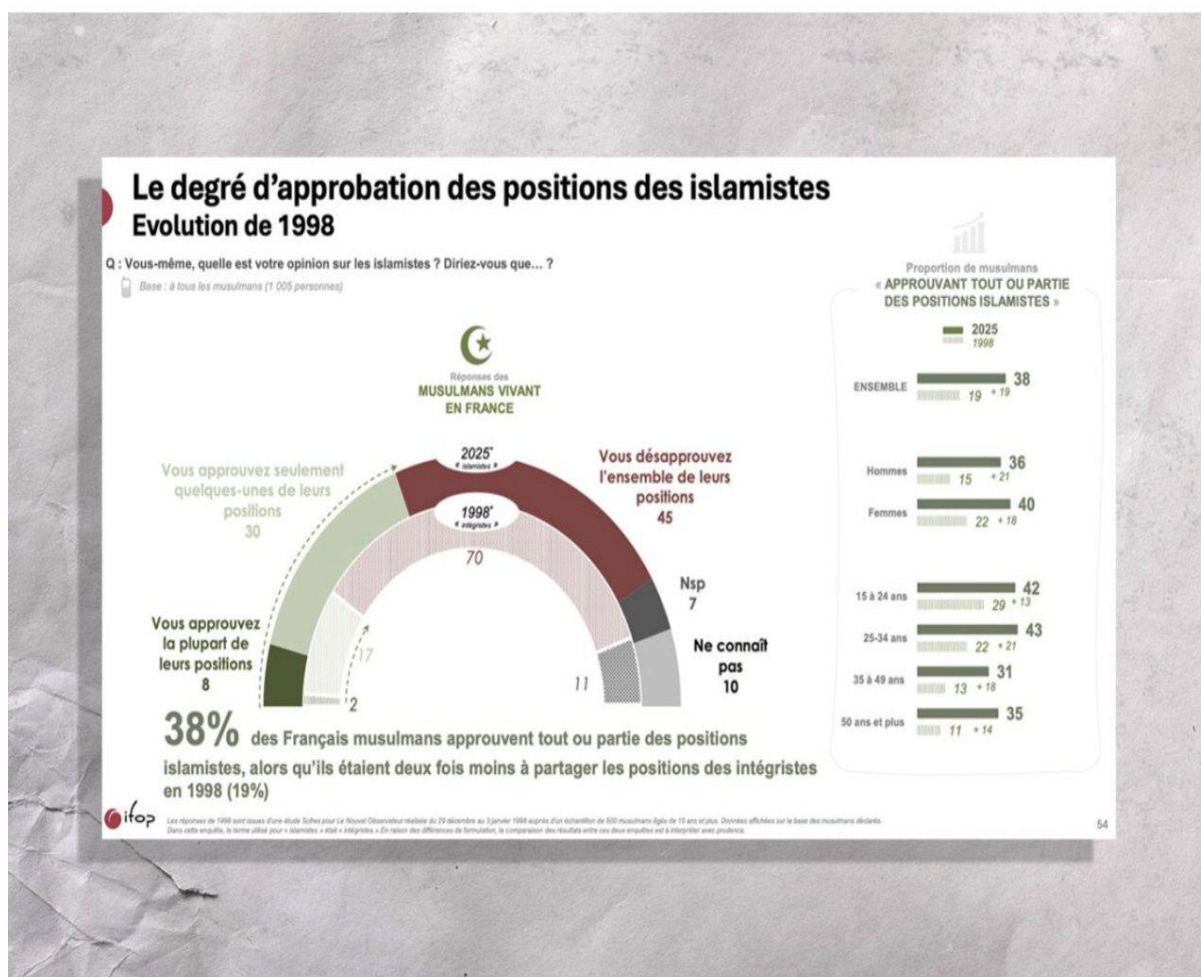
Extrait du dossier de l'Ifop commandé par la revue « Écran de veille ». © Photomontage Mediapart

Interrogé sur ce point, le directeur de l'Ifop concède que « la formulation de la question n'est pas parfaite, [même si] elle donne quand même une indication sur l'application dans des pays non musulmans », et reconnaît que seul l'indicateur de « 15 % » serait le « véritable chiffre indicateur de l'islamisme ».

### Aucun terme n'a été défini auprès des personnes sondées

Qu'est-ce qu'un Frère musulman ? Un salafiste ? Qu'est-ce que l'islamisme ? Ces termes ne sont pas définis par l'Ifop, ni dans son rapport ni auprès des sondés, confirme l'entreprise à Mediapart. « L'islamisme » est pourtant omniprésent dans son compte rendu – les sondés ont été par exemple invité·es à donner leur avis sur les « positions des islamistes », sans qu'aucune précision ait été donnée sur lesdites « positions ».

François Kraus, le coordinateur de l'enquête de l'Ifop, n'en voit pas l'intérêt. « La plupart des musulmans connaissent les positions, grosso modo, des islamistes, rétorque-t-il. C'est pareil, quand on interroge les gens sur les positions du RN [Rassemblement national – ndlr] ; les gens connaissent globalement leurs positions, on ne va pas leur donner une liste de dix propositions du RN. »



Extrait du dossier de l'Ifop commandé par la revue « Écran de veille ». © Photomontage Mediapart

Cette manière de faire tend à créer « des termes lâches », regrette le sociologue Hugo Touzet, c'est-à-dire des expressions trop vagues pour qu'on puisse leur donner du sens. « Quand on demande : "Vos opinions sur les islamistes", méthodologiquement, ça pose de grosses questions... On ne sait pas comment ils ont défini "islamistes", ni quelles positions ont été citées... »

Vincent Tiberj abonde : « Il y a un besoin d'exemplification qui n'a pas été fait. C'est quoi, la loi musulmane ? C'est couper la main d'un voleur ? Il faut donner des propositions. »

Les résultats ont malgré tout été mis en avant par l'Ifop : « 38 % des Français musulmans approuvent tout ou partie des positions islamistes », ce qui serait « deux fois plus » qu'en 1998, assure l'entreprise. Les deux données ne sont en fait pas comparables. L'étude d'il y a vingt-sept ans se basait sur seulement 500 personnes (et non 1 000) et utilisait alors le terme « positions intégristes » et non « positions islamistes », ce que précise d'ailleurs l'Ifop dans son document.

On lit ainsi, dans une toute petite note de bas de page : « Dans cette enquête, le terme utilisé pour "islamistes" était "intégristes". En raison des différences de formulation, la comparaison des résultats entre ces deux enquêtes est à interpréter avec prudence. »

Prudence qu'on ne retrouve dans aucun média, lesquels ne se sont pas privés de mettre en avant cette prétendue dangereuse augmentation – ni [Europe 1](#), ni [Le Point](#), ni [Le Figaro](#), ni [CNews](#) ou [Marianne](#), ces deux derniers l'ayant carrément relayée en titre.

### **« L'islam » contre « les lois françaises »**

« *Combien d'islamistes ?* », demande l'Ifop sans pincettes, au début de son dossier, surplombant ainsi l'une des pages résumant les conclusions du grand sondage. Les données sur lesquelles l'entreprise se base posent pourtant question. L'Ifop indique que pour 44 % des musulmans, « *le respect des règles de l'islam est plus important que celui des lois françaises* ».

Or, à la lecture du document, on lit que la question posée est différente – mais pas plus claire : « *Sur un sujet important dans votre famille comme l'abattage rituel, le mariage ou l'héritage, que feriez-vous si vous deviez choisir entre le respect des lois françaises ou le respect des règles de votre religion ?* » Sans plus de précisions, la question est particulièrement floue – la loi française autorisant, par exemple, [l'abattage rituel](#) nécessaire à la fabrication de la viande halal.

François Kraus explique que l'interrogation porte sur l'abattage rituel dans le privé, « *au sein de son foyer* », et non par des établissements extérieurs.

« *En Angleterre, comme vous le savez, il y a le développement de tribunaux musulmans, auxquels la communauté fait référence pour trancher des sujets de ce type, et qui se passent ainsi des tribunaux officiels publics. C'est ce que nous avons voulu mesurer avec cet indicateur* », explique-t-il. L'existence de telles institutions (plutôt appelées des « conseils ») est réelle outre-Manche, pour gérer notamment les conflits familiaux, mais ne se substitue pas à la justice britannique, [comme l'a rappelé TF1](#) en février 2025 dans un article de vérification.

Dans sa réponse écrite, l'Ifop répète aussi qu'« *à [ses] yeux, tout le monde sait à quoi correspond "l'abattage rituel, le mariage ou l'héritage", sachant que l'abattage rituel est interdit aux particuliers dans leur foyer* ».

En opposant les musulmans à la loi française, cette partie du rapport est « *construite sur un a priori qui ne dit pas son nom : on doute du loyalisme ou du légalisme des musulmans* », estime Haouès Seniguer, professeur des universités en histoire contemporaine à l'université Paul-Valéry et chercheur à l'Iriec, Montpellier 3, spécialiste de l'islamisme.

L'auteur de [l'essai](#) *La République autoritaire. Islam de France et illusion républicaine 2015-2022* se dit « *accablé* » à la lecture du sondage et au vu de sa réception médiatique. « *Les musulmans sont encore une fois présumés coupables et c'est à eux de faire la preuve qu'ils sont innocents* », soupire-t-il.

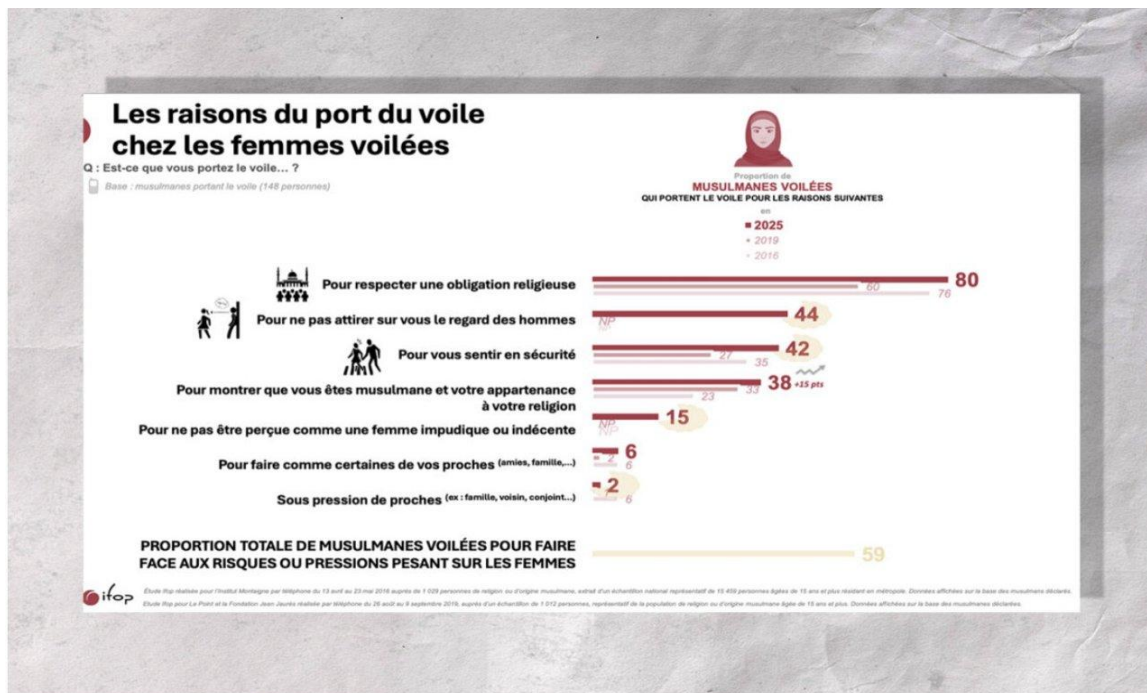
### **Les femmes, le voile et les « pressions »**

Bien que l'étude de l'Ifop présente des données solides, le nombre de sondées baisse à mesure que l'on entre dans les spécificités. En l'occurrence, sur l'échantillon de 14 000 personnes, puis de 1 000 personnes se disant musulmanes, le nombre de femmes qui portent le foulard interrogées est finalement réduit à 149 personnes. « *Une base de 150 effectifs nous paraît un seuil minimal mais acceptable pour analyser ces données* », estime l'Ifop.



Pour arriver à 149, l'entreprise a choisi d'inclure les 33 femmes ayant dit porter « *rarement* » le voile et les 24 indiquant l'enlever au travail ou sur leur lieu d'étude – sinon, le nombre de « *Françaises musulmanes qui se voilent* » systématiquement tomberait à 91 répondantes.

Il est d'ailleurs écrit, dans l'une des pages du rapport, qu'« *en raison de la faiblesse des effectifs, les résultats détaillés de cette question doivent être interprétés avec prudence* », ce qui n'a pas empêché [Le Figaro](#) d'en tirer un article à part (extrait d'une interview de François Kraus) et [Europe 1](#) d'affirmer qu'« *une jeune musulmane sur deux est aujourd'hui voilée* ».



Extrait du dossier de l'Ifop commandé par la revue « Écran de veille ». © Photomontage Mediapart

Sur ces 149 femmes interrogées, donc, seulement 2 % ont indiqué porter le foulard « *sous pression des proches* », tandis que 42 % ont dit le faire « *pour se sentir en sécurité* » et 15 % « *pour ne pas être perçue[s] comme une femme impudique ou indécente* ». Or l'Ifop en conclut : « *Proportion totale de musulmanes voilées pour faire face aux risques et pressions pesant sur les femmes : 59 %.* » Là encore, Vincent Tibjerj s'interroge : « *Sur le voile, ces additions donnent quand même des trucs très bizarres. On mélange "pression des proches" et "sécurité" ...* »

Contactée, l'entreprise estime qu'« *il n'y avait pas de meilleurs termes pour désigner globalement ces femmes qui portent le voile pour des raisons de sécurité, pour ne pas apparaître impudiques au regard des autres, pour éviter le regard des hommes ou sous pression* ».

Mais peut-on réellement mettre dans une même case intitulée « pour faire face aux risques et pressions » une femme qui ne souhaiterait pas porter le voile, mais qui y est contrainte par son mari, et une femme qui souhaite le porter par volonté de ne pas attirer le regard des hommes ?

\_.<Les Frères musulmans, quand la « sympathie » éclipse l'« indifférence »

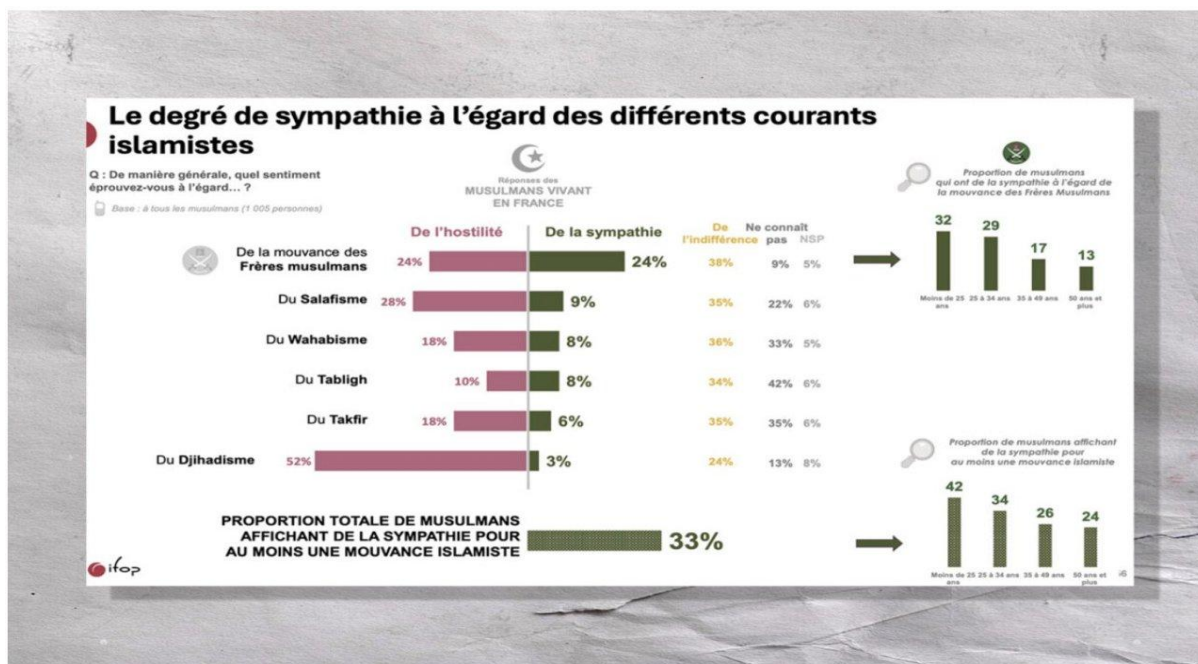


On apprend dans le sondage que « 33 % » des musulmans interrogés « *affichent de la sympathie pour au moins une mouvance islamiste* », dont 24 % éprouveraient de la « *sympathie pour les Frères musulmans* ». Là encore, « *mouvance islamiste* » et « *Frères musulmans* » ne sont pas définis. « *Les Frères musulmans, c'est un mouvement qui existe depuis un siècle et qui est connu !* », justifie François Kraus au téléphone.

Le mouvement frériste, qui a été dit « *en déclin* » en France jusque dans le rapport controversé que le gouvernement a rendu public en mai 2025, semble en tout cas intéresser les médias. « *Le frérisme attire la sympathie d'un musulman sur quatre* », reprend ainsi Patrick Cohen sur France Inter, sans plus de précisions.

À la vue de ces graphiques, Vincent Tiberj tique pourtant : « *On voit que près de 50 % des gens semblent ne pas connaître ces mouvements, mais on ne questionne pas. Pourtant, c'est la base, de vérifier que les réponses soient vraiment engageantes.* »

Dans le détail, on lit en effet que 38 % des musulman·es interrogé·es disent ressentir de l'indifférence vis-à-vis des Frères musulmans, 9 % disent ne pas connaître et 5 % ne se prononcent pas, soit près de la moitié des sondé·es qui ne s'engage pas du tout sur le sujet.



Extrait du dossier de l'Ifop commandé par la revue « Écran de veille ». © Photomontage Mediapart

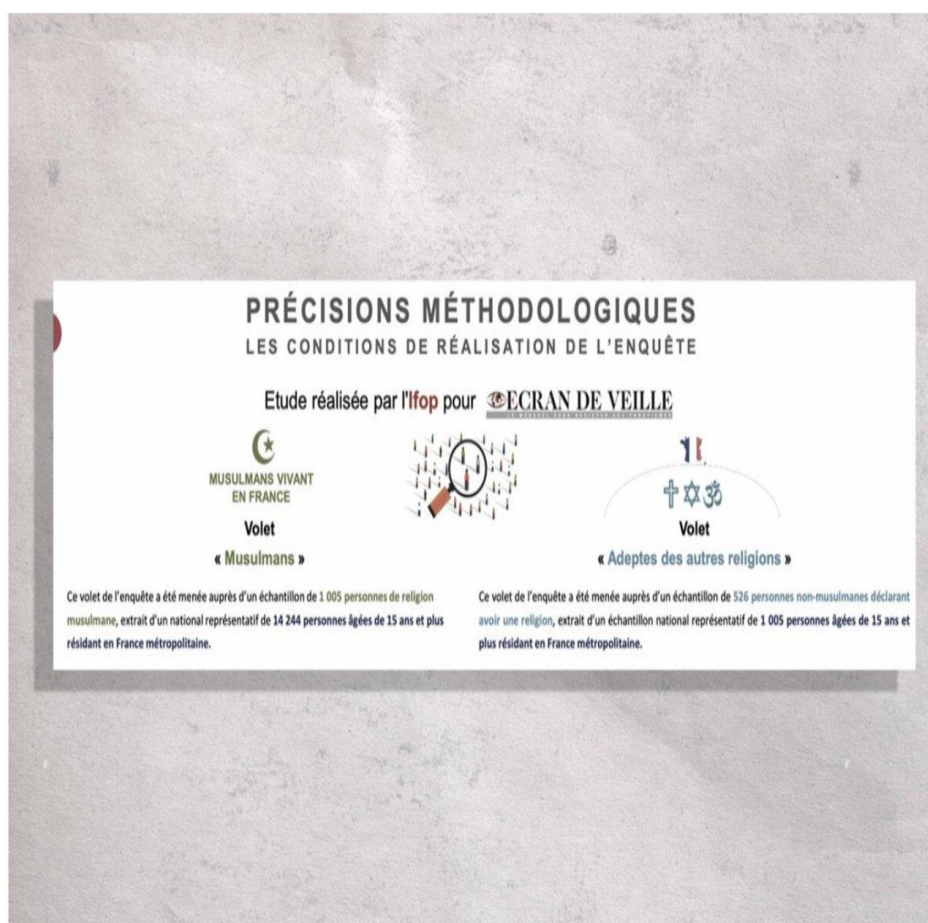
Sur ce point, l'Ifop répond qu'au vu de « *la taille exceptionnelle pour une enquête publiée,[...] on ne peut pas analyser tous les chiffres d'un rapport dans son document de synthèse* ».

François Kraus précise quant à lui que « *l'indifférence, c'est une opinion. Ce n'est pas "ne connaît pas"* ». Il rappelle au passage que le sondage montrerait aussi que les interrogé·es ont « *seulement 3 % de sympathie pour le djihadisme* » et donc que « *ce soutien à l'islamisme ne se traduit pas par un soutien à la violence* ».

## **Les « non-musulmans » : deux grandes faiblesses de l'« échantillon miroir »**

Le rapport de l'Ifop compare systématiquement les « *musulmans* » aux « *adeptes des autres religions* ». L'Ifop revendique une « *parfaite comparabilité* » entre ces deux échantillons, qui diffèrent pourtant grandement.

D'une part, l'échantillon « *non-musulmans* » ne compte que 526 personnes extraites à partir d'un échantillon de 1 005 personnes interrogées sur deux jours. François Kraus explique ce choix auprès de Mediapart par des « *questions de délai, de coûts et de choix méthodologiques* ». « *Nous considérons que, compte tenu des importants écarts entre les deux échantillons, le différentiel reste non marginal – en dehors des marges d'erreur.* »



*Extrait du dossier de l'Ifop commandé par la revue « Écran de veille ». © Photomontage Mediapart*

D'autre part, les 526 personnes de « l'échantillon miroir » sont regroupées en personnes « *non musulmanes déclarant avoir une religion* », soit des catholiques, des bouddhistes, des protestants et des juifs mélangés. L'Ifop n'en donne pas la répartition – mais indique à Mediapart qu'il y aurait environ 80 % de catholiques.

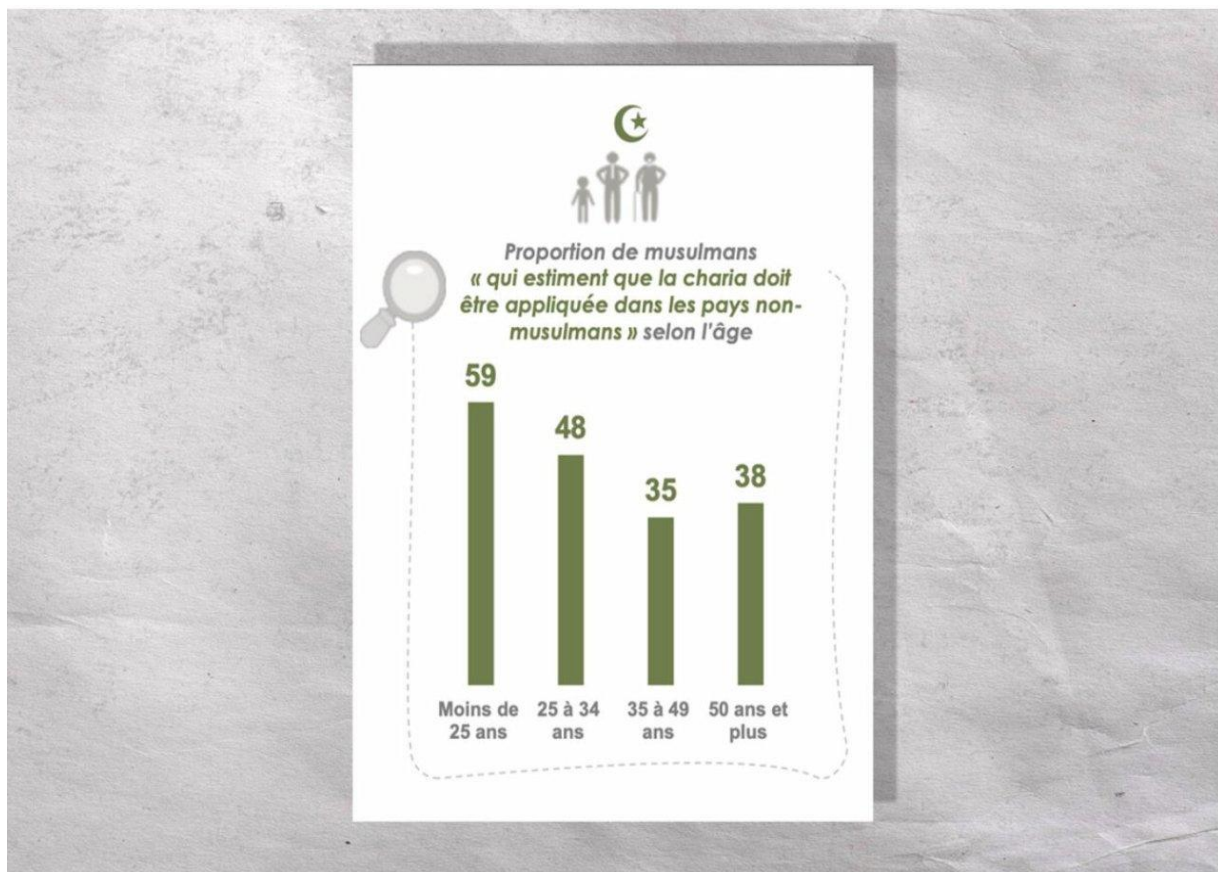
*« On va comparer des échantillons peu comparables, estime Hugo Touzet. Vous mettez ensemble des bouddhistes, des catholiques et des juifs, or les enquêtes solides en statistiques montrent que ces groupes n'ont pas les mêmes pratiques religieuses ! Cela crée un "effet de*

*cadre” artificiel qui n’a pas beaucoup de sens, mais qui contribue à l’effet principal, qui est d’opposer les musulmans aux autres croyants. »*

Haoues Seniguer regrette aussi la « *construction d’une catégorie spécifique d’individus musulmans* » à travers ce sondage. « *Tout est concentré sur cette catégorie, dont on perçoit bien qu’elle serait “un problème”.* » Le directeur d’expertise à l’Ifop François Kraus, lui, y voit « *quand même des choses qui sont très intéressantes* » et « *une singularité sur l’ensemble de la population musulmane* ».

### **La jeunesse est plus religieuse, quelle que soit la religion**

Sur les 1 005 personnes musulmanes interrogées par l’Ifop, 291 ont été identifiées comme faisant partie de la catégorie des « 15-24 ans ». C’est sur ces jeunes personnes que se sont focalisés un grand nombre de médias, reprenant le cadrage de l’Ifop, qui propose un « *zoom sur les musulmans âgés de 15-25 ans* ». « *Intégrisme musulman, une affaire de jeunes* », titre [Le Point](#) ; « *Les jeunes musulmans de plus en plus attirés par l’islam radical* », reprend [La Dépêche](#).



*Extrait du dossier de l’Ifop commandé par la revue « Écran de veille ». © Photomontage Mediapart*

Les données agrégées montrent bien une différence notable entre les réponses des 15-25 ans (qui représentent donc 30 % de l’échantillon) et celles des plus âgés. Par exemple, sur la question controversée de « *l’application de la loi musulmane dans les pays non musulmans* », les « *moins de 25 ans* » seraient 59 % à « *souhaiter qu’elle soit appliquée* ».

L'augmentation du fait religieux chez les jeunes est une réalité, mais elle n'est en fait pas circonscrite à l'islam. L'Ifop la mentionne dans l'analyse de quinze pages fournie en annexe – mais pas dans son grand rapport.

*« Cette surmobilisation n'est pas un trait spécifique aux musulmans, mais un mouvement générationnel plus large qui traverse l'ensemble des croyants »*, concède alors l'entreprise. Cette nuance, pourtant essentielle pour aborder les enjeux de la religiosité des Français·es, ne sera évoquée dans quasiment aucun média. Seul [Libération](#) l'aborde deux jours après la parution du sondage, brièvement, à travers une chronique de Thomas Legrand.

*« Ce sondage, consciemment ou non, nourrit le dessein d'objectiver le soupçon sur les musulmans. Ça n'apparaît pas explicitement, mais c'est là implicitement. On aurait de fait "bien raison de s'inquiéter" de cette pratique des musulmans »*, résume Haoues Seniguer, qui estime que du côté de la population musulmane, les outils et l'énergie manquent aujourd'hui pour lutter contre ce type de cadrage. *« Il y a un effet de sidération, puis de lassitude... C'est un rouleau compresseur, qui s'est mis en place depuis quelques années. »*

**Marie Turcan**

---

**P.-S.**

• Mediapart. 20 novembre 2025 à 18h06 :  
<https://www.mediapart.fr/journal/france/201125/musulmans-de-france-les-faillies-d-un-sondage-choc>

François Kraus a demandé à relire ses citations, qu'il a amendées à la marge.